

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 24/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROTAB

ZAC des Peyrades
BP 211
42173 Saint-Just-Saint-Rambert

Références : UID4243-EAR-23-110

Code AIOT : 0010500147

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2023 dans l'établissement EUROTAB implanté Route de st Marcellin 42170 Saint-Just-Saint-Rambert. L'inspection a été annoncée le 06/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

vérification de la réalisation des engagements pris par l'exploitant suite à l'échauffement matière de 2021

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROTAB
- Route de st Marcellin 42170 Saint-Just-Saint-Rambert
- Code AIOT : 0010500147
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Eurotab Operations exploite à Saint-Just Saint-Rambert une usine de formulation et de conditionnement de produits détergents chlorés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification des engagements pris par l'exploitant à la suite de l'échauffement de 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites

administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	servitudes de passage	Arrêté Ministériel du 23/12/1998	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	suivi des déchets d'exothermie	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 7.4	/	Sans objet
2	asservissement des vibreurs au fonctionnement des machines	Lettre du 10/09/2021	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des engagements pris par l'exploitant suite à l'échauffement de matière de 2021 a été respecté. Cependant l'existence d'une servitude de passage au sein de l'entreprise est problématique. L'industriel est invité à se rapprocher de son propriétaire sous 6 mois afin de trouver une solution à cette situation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suivi des déchets d'exothermie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitation est en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs sont conservés trois ans.
Constats : L'exploitant a été en mesure de fournir 3 bordereaux d'élimination de déchets issus de l'échauffement survenu en 2021: - 1.7 t de produits liquides (rideau d'eau mis en place par les pompiers pour rabattre les fumées chlorées. BSD du 16/09/2021 (date tampon TREDI). - 10.9t de poudres . BSD du 25/10/2021(date tampon TREDI). - et 4.6t en poudre en seau. Ces seaux contenaient des produits semis finis présents sur la zone mais sans avoir été détériorés par la chaleur. Cependant dans un soucis de qualité des produits finis, ils ne pouvaient plus être intégrés en production. Le transvasement de ces produits semis finis dans des seaux a été réalisé par l'exploitant afin d'assurer le caractère ADR du contenant. BSD du 20/12/2021 (date tampon TREDI). Ces produits ont été traités sur l'installation TREDI situé à Salaise Sur Sanne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : asservissement des vibreurs au fonctionnement des machines

Référence réglementaire : Lettre du 10/09/2021
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : engagement sur la mise en place de l'asservissement des vibreurs au fonctionnement des machines afin d'éviter leur maintien en fonctionnement alors que les machines seraient à l'arrêt
Constats : Les lignes 2 et 3 sont dorénavant équipées d'un système d'asservissement du vibreur au fonctionnement de la machine. Cette précaution permet d'éviter le phénomène à l'origine de l'échauffement constaté en 2021. arrêt de la machine, présence poudre dans le tuyau d'alimentation de la machine, fonctionnement du vibreur entraînant un échauffement de la matière. Les autres lignes présentes sur site possèdent des configuration différentes qui ne nécessitent pas la mise en place d'un tel asservissement. L'asservissement a été élaboré en interne par les services développement ingénierie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : servitudes de passage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation. De plus, en l'absence de personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes non autorisées (clôture, fermeture à clef, etc.).
Constats : Le site est traversé par une servitude de passage permettant l'accès à la maison voisine de l'entreprise. L'exploitant s'est rapproché des services de la mairie, ainsi que de son voisin propriétaire des terrains à l'arrière de l'usine afin de trouver une solution à cette situation. Le voisin de l'entreprise ne souhaite pas vendre une partie de son terrain ce qui aurait permis une arrivée par l'arrière du site. Un devis a été établi afin de faire chiffrer la création d'un accès direct à la route, par la société EIFFAGE, mais aucune suite n'a été donnée par l'exploitant. Il est à signaler que l'exploitant du site n'est que locataire du bâtiment. Le propriétaire des locaux fût (ou est) propriétaire de la maison qui nécessite cette servitude. L'exploitant est invité à se rapprocher du propriétaire afin de trouver une solution à cette situation qui apparait comme non conforme à la réglementation sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois